



[Vol. 21, No. 1 \(avril 1993\)](#)

---

## **Le Mékong : Un fleuve pour six pays**

*par Catherine Wheeler*

Mékong. Le mot évoque des rizières. Et la guerre. Beaucoup connaissent le nom du fleuve, mais peu de gens en dehors de l'Asie saisissent pleinement son caractère international ou l'important rôle qu'il est destiné à jouer dans le développement des pays qu'il parcourt.

Le Mékong, douzième fleuve du monde, descend du lointain plateau tibétain, cinq kilomètres au-dessus du niveau de la mer. Pendant près de la moitié de son parcours de 4 880 kilomètres, il se précipite avec fracas à travers les gorges sauvages de la province chinoise du Yun-nan. Assagi par sa descente de 4 500 mètres, il serpente vers le sud en bordure de la Birmanie, du Laos, et de la Thaïlande. Enfin, le grand fleuve s'écoule tranquillement à travers le Cambodge et le sud du Viêt-nam, où il se divise comme les doigts d'une main féconde qu'est le delta du Mékong, avant d'être avalé par la mer de Chine méridionale.

Durant de longues décennies de guerre et d'isolationnisme en Asie du Sud-Est, le Mékong a bien servi les modestes besoins des peuples des six nations riveraines. Avec l'avènement de la paix dans la région, la plupart de ces pays se sont lancés dans la mêlée pour essayer de rattraper leurs voisins plus développés. Or, le développement signifie l'énergie hydro-électrique, l'irrigation pour l'agriculture, le poisson pour les marchés et la navigation fluviale pour le commerce. Et soudain, tous les yeux sont tournés vers le Mékong!

Le Mékong est un fleuve qui ne connaît pas encore l'encombrement. Pas de villes importantes ni de grosses industries le long de ses berges; pas un seul barrage ou pont qui traverse son cours principal. Les 50 millions de personnes qui vivent le long de ses rives sont parmi les plus démunies du monde. Mais le développement pourrait avoir un impact significatif sur les riverains, en amont ou en aval.

En tous les cas, le développement le long d'un fleuve international est une entreprise très complexe. Jeter un barrage sur le Mékong, déboiser son bassin hydrographique, ou y bâtir des usines, pourrait avoir d'énormes répercussions sur les populations en aval qui comptent sur son eau pour l'irrigation, la pêche, le transport et l'usage domestique. Avec tant de personnes directement tributaires du fleuve et des millions d'autres à venir, prêtes à tirer les avantages de futurs projets hydro-électricité et d'irrigation, l'avenir du Mékong nécessite un degré inégalé de coopération et de planification régionales.

Un droit de la mer gouverne les océans, mais il n'existe pas de droit international analogue pour la surveillance des cours d'eau. Jusqu'à 1991, il n'y avait pas non plus de tribune où les six pays riverains pouvaient se rencontrer pour essayer de cerner les problèmes du plus long fleuve d'Asie du Sud-Est. Le Canada a pourtant réussi à organiser une réunion.

Le rôle du CRDI comme catalyseur dans la création d'un réseau de recherche sur le Mékong est rien de moins qu'historique. Il y a à peine quelques années, une coopération régionale à cette échelle, ou même à un niveau bien plus modeste, semblait impossible. Réussir à persuader les six pays à se joindre aux discussions fut en soi un exploit non négligeable.

Le Canada était sans doute le pays le mieux placé pour amener les pays riverains du Mékong à s'asseoir à la même table. N'ayant aucun contentieux en Asie, avec une réputation sans faille dans cette région, le Canada était sans doute le seul membre du G-7 encore acceptable par les six États en cause. Le choix du Canada comme inspirateur d'un réseau des pays du Mékong a énormément facilité la tâche du CRDI.

L'initiative du Centre a pu miser également sur les efforts déjà entrepris pour amener les quatre pays du Mékong inférieur à une même table de discussion: Thaïlande, Laos, Cambodge et Viêt-nam. Ce très officiel Comité pour le Mékong avait été créé en 1957, mais les Khmers Rouges, en prenant le pouvoir au Cambodge en 1975, s'étaient retirés. Un comité intérimaire a permis aux trois autres pays de continuer à travailler ensemble jusqu'à la signature en février d'une nouvelle entente regroupant les quatre pays originaux.

Le CRDI, pendant ce temps, organisait, à Bangkok, en 1991, un séminaire de planification regroupant des représentants des six pays. Les participants sont tous tombés d'accord pour créer le Réseau de recherche pour le développement du Mékong (RRDM). Cette organisation non gouvernementale (ONG), qui s'est réunie pour la première fois en mai 1992, a pour premier objectif d'être un nouveau forum pour la coopération entre les pays du Mékong en vue d'en arriver à une meilleure utilisation de ses ressources en eau, et à mieux préserver l'écosystème du fleuve afin d'améliorer la qualité de vie des riverains.

Les six participants se sont tous entendus pour accorder la plus haute priorité à la préservation de l'écosystème et à la prévention de la pollution de l'eau. Les parties ont reconnu que le Mékong est une ressource commune à exploiter collectivement, et que cette coopération contribuera à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la totalité des pays du Mékong.

En faisant en sorte que le Réseau demeure informel et non politique, le CRDI espère convaincre les collectivités qui vivent le long du fleuve de se considérer comme faisant partie d'une seule et même communauté, plutôt que de se percevoir comme un chapelet d'entités nationales et politiques disparates. En ciblant la recherche plutôt que la politique, les échanges pourront aller droit au but, sans lenteurs bureaucratiques. Idéalement, un consensus au niveau de l'ONG engendrera une saine rétroaction auprès des décideurs et des bureaucrates.

La Thaïlande, pays le plus économiquement avancé du Mékong, verra ses besoins d'électricité doubler de 1988 à 1996; ils grimperont à 11 066 mégawatts. Il lorgne déjà du côté du Mékong pour irriguer sa province aride du nord-est qui contient près de la moitié des terres arables du pays. La superficie agricole irriguée du Cambodge s'est réduite de 80 % au cours des 20 dernières années, la guerre ayant détruit ses systèmes d'irrigation.

Près de 50 % du potentiel hydro-électrique du Mékong inférieur est situé au Laos, pays le moins en mesure de l'exploiter. Sur les huit millions d'hectares de terres arables du pays, la proportion irriguée n'est que de 1 %.

Au cours de la décennie 1980, le Viêt-nam a doublé sa production de riz, passant à quelque 10 millions de tonnes et devenant, en 1990, le troisième exportateur de riz. Mais la riziculture nationale, qui se concentre essentiellement dans le delta du Mékong, pourrait être compromise par une diversion en amont.

La province chinoise du Yun-nan considère le Mékong comme une artère majeure. Le fleuve cimentera en effet ses diverses minorités ethniques riveraines. Sous-développé et isolé, cette province entend tirer du fleuve l'énergie électrique nécessaire à son développement industriel.

Bref, les six pays suggèrent des barrages pour l'irrigation et la génération d'hydro-électricité. Toutefois, ces barrages déplaceront les populations et la faune et submergeront des forêts; quant à l'excédent d'électricité, il attirera inéluctablement une industrie qui sera une source potentielle de pollution. Mais il importe par dessus tout de se souvenir que le développement du fleuve aura un impact immédiat sur les populations locales, alors que la plupart des avantages escomptés se feront sentir dans des villes lointaines.

Le RRDM se prépare donc à entreprendre une enquête des plus complexes sur le cours principal du Mékong et sur ses tributaires afin de cerner les activités de recherche, de développement et de préservation de la nature dont il doit se préoccuper. Des recherches commenceront bientôt sur le potentiel commercial et touristique du fleuve, ce qui pourrait aboutir à une première amélioration du niveau de vie des collectivités riveraines et à de meilleures possibilités d'emploi. Des études subséquentes auront pour cible les questions d'environnement.

Le transport fluvial doit aussi faire l'objet d'une étude. Le Mékong est navigable depuis son delta jusqu'aux chutes de Khone, près de la frontière entre le Laos et le Cambodge, et au nord des chutes, à travers une bonne partie du Laos, jusqu'à la partie méridionale du Yun-nan. Les deux tiers du commerce extérieur du Laos franchissent chaque année le Mékong et transitent par la Thaïlande.

Avec l'appui du Canada, les six pays riverains du Mékong reconnaissent qu'il existe aujourd'hui une occasion inédite de développer leurs ressources collectives afin de partager la prospérité et d'améliorer le mode de vie des 50 millions de personnes qui vivent le long du grand fleuve.

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada  
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).